

REPUBLIQUE DU BURUNDI  
PARTI SAHWANYA-FRODEBU  
SECRETARIAT GENERAL  
B.P. 6228 BUJUMBURA  
TEL : 24 35 45 - G.S.M. 822193  
E-MAIL : frodebu [leg@cbinf.com](mailto:leg@cbinf.com)  
BUJUMBURA-BURUNDI

## DECLARATION N°005/2001 DU PARTI SAHWANYA-FRODEBU

Ce samedi 7 avril 2001, le Comité Directeur National du Parti SAHWANYA-FRODEBU, élargi aux Parlementaires, aux Ministres et aux autres Cadres issus du Parti, a tenu une réunion extraordinaire à la Permanence Nationale du Parti SAHWANYA-FRODEBU, sous la direction de l'Honorable Augustin NZOJIBWAMI, Président et Représentant Légal du Parti SAHWANYA-FRODEBU.

A l'ordre du jour étaient inscrits entre autres points la situation socio-politique et sécuritaire du Burundi. A l'issue de cette réunion, le Comité Directeur National a fait les constats suivants :

1. La réunion s'est tenue au lendemain de la commémoration du 7<sup>ème</sup> Anniversaire de la mort du Président Cyprien NTARYAMIRA et deux de ses Ministres CIZA Bernard et Cyriaque SIMBIZI, respectivement Ministre d'Etat à la Planification, au Développement et à la Reconstruction et Ministre de la Communication et Porte-Parole du Gouvernement.
2. La problématique de la mise en application de l'Accord pour la Paix au Burundi avant ou après le cessez-le-feu revient à la surface avec beaucoup d'acuité.
3. L'opportunité de plus en plus criante du Gouvernement, de l'Assemblée Nationale des Partis Politiques, de la Société Civile et des Forces vives de la Nation de se prononcer d'une façon claire et précise sur la Souveraineté et l'Indépendance Nationales que certains politiciens veulent fouler aux pieds.
4. La recrudescence de la violence à MAKAMBA, à RUTANA, à BURURI et à BUJUMBURA-RURAL.
5. L'adhésion de nouveaux membres au sein du Parti SAHWANYA-FRODEBU dans les Fédérations de CIBITOKÉ et BUJUMBURA –RURAL.
6. Le manque de neutralité de certains membres de l'ancienne Facilitation dans la conduite et dans la conclusion des Négociations.
7. Le comportement anti-national, néo-colonialiste et impérialiste affiché par les « Commissionnaires » dans les Négociations d'Arusha.
8. Le mépris délibéré de la loi burundaise par certains membres de l'ancienne Facilitation en excluant les Représentants Légaux des Partis Politiques : FRODEBU, ABASA, PL, et P.R.P, en les remplaçant par d'autres suivant des lois inconnues.

9. La violation flagrante de l'Accord d'Arusha et du Règlement Général des Négociations par la Facilitation lors du récent round du 19 au 20 mars 2001.
10. Enfin, le dernier mais pas le moindre, le refus par l'ancienne Facilitation d'inviter la rébellion armée aux Négociations d'Arusha.

Au regard de cette situation le Comité Directeur National du Parti SAHWANYA-FRODEBU porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale ce qui suit :

1. Demande au Gouvernement que la journée du 6 avril de chaque année, soit une journée nationale fériée en la mémoire de S.E. feu Président NTARYAMIRA Cyprien et ses deux ministres CIZA Bernard et SIMBIZI Cyriaque.
2. Demande au Gouvernement de mener une enquête internationale neutre pour élucider les circonstances de leur mort et punir les auteurs.
3. Demande au Gouvernement que la famille de S.E feu Président NTARYAMIRA Cyprien bénéficie des droits (indemnités) et honneurs d'une famille d'un Chef d'Etat disparu en fonction. Il en va de même pour les familles de feu CIZA Bernard et Cyriaque SIMBIZI. Il faut que ces dernières bénéficient des droits et honneurs des familles des ministres disparus en fonction.
4. Condamne les violences aveugles dont est victime la population burundaise.
5. Demande à tous les partenaires politiques burundais : le Gouvernement, l'Assemblée Nationale, les Partis Politiques, la Société Civile, les forces vives de la Nation de se prononcer sans détour ou tergiversation sur les questions :
  - De la mise en application de l'Accord d'Arusha signé le 28/8/2000 avant ou après le cessez-le-feu.
  - De la souveraineté et Indépendance Nationales que certains politiciens burundais veulent fouler aux pieds en complicité avec l'équipe de l'ancienne Facilitation.
6. Malgré l'impasse dans laquelle l'Accord d'Arusha se trouve actuellement ; cela ne signifie pas du tout la fin du Processus de Paix au Burundi. Au contraire, ce n'est qu'une phase vers d'autres étapes plus réalistes, plus faisables et plus viables pour tous au Burundi.
7. A cet effet, le Comité Directeur National exhorte tous les partenaires au conflit burundais de travailler dans ce sens de mener les Négociations vers la conclusion du cessez-le-feu, puis de l'Etat de droit et enfin de la Transition.
8. Pour y arriver il faut à tout prix corriger les erreurs constatées dans la phase qui vient de se terminer, à savoir :
  - La mauvaise méthodologie,
  - La non inclusivité des Négociations,
  - Le manque de neutralité de la Facilitation,
  - L'institutionnalisation de l'ethnisme par création du G7 Hutu et du G10 Tutsi qui risque de consacrer l'éclatement de l'Etat Nation.
9. C'est pourquoi il faut que l'initiative de Libreville soit poursuivie pour l'intérêt de tous. Que les Burundais ne soient pas victimes des dates butoires annoncées par certains politiciens. Sans cessez-le-feu, il n'y aura rien de viable au Burundi.

10. Félicite le Président de l'Assemblée Nationale qui commence à comprendre que finalement la paix avant tout autre chose constitue un préalable. Néanmoins, le Comité Directeur National attire son attention que, ce ne sont pas, tel qu'il l'a annoncé le 2 avril 2001 lors de l'ouverture de la session parlementaire, l'Assemblée Nationale et/ou le Sénat à venir qui vont mettre en place les Institutions de Transition mais que d'ores et déjà l'actuelle Assemblée Nationale peut se mettre à l'œuvre dans ce sens.
11. Le Comité Directeur National demande au Peuple burundais de rester serein et vigilant pour ne pas tomber dans les pièges des sirènes de la division.
12. Encourage d'autres adhésions au sein du Parti SAHWANYA-FRODEBU.
13. Le Comité Directeur National demande au Gouvernement de prendre la situation en main et de ne pas se laisser distraire par des manœuvres politiciennes et dilatoires des politiciens burundais en perte de vitesse. Sur ce, le Gouvernement doit assurer le fonctionnement normal de l'Etat, mettre en place sans désenclaver tous les mécanismes pouvant aboutir au cessez-le-feu et au dénouement heureux de cette crise, où tout le Peuple burundais sera gagnant.

Fait à Bujumbura, le 7/04/2001

Pour le Parti SAHWANYA-FRODEBU,

Denis NSHIMIRIMANA,

Porte-Parole Nationale.